

Servitudes d'utilité publique

Type	Gestionnaire	Description	Acte	N°	Date	Objet
AC1	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	Eglise Saint-Martin : En totalité l'église Saint-Martin	Arrêté ministériel	inconnu	06-09-1978	Création
AC4	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	ZPPAUP sur la commune d'HOSTUN	Arrêté Préfet de Région	04-344	08-09-2004	Création
EL11	Société Concessionnaire d'Autoroutes AREA	Interdiction d'accès sur l'autoroute A49	Décret	EQUR9101449D	21-10-1991	Création
I4	RTE - Centre Développement Ingénierie	63 kV BEAUMONT-MONTEUX-ST-HILAIRE - Aérien	Mise en service	inconnu		Création

Département de la Drôme

Ministère de la Transition écologique et solidaire

Commune de Hostun

Servitudes d'Utilité Publique



Service Aménagement du Territoire et Risques
Pôle Aménagement

Plan édité le: 13-04-2018

Echelle: 1:8 250

Légende

Servitudes opposables sur le territoire communal

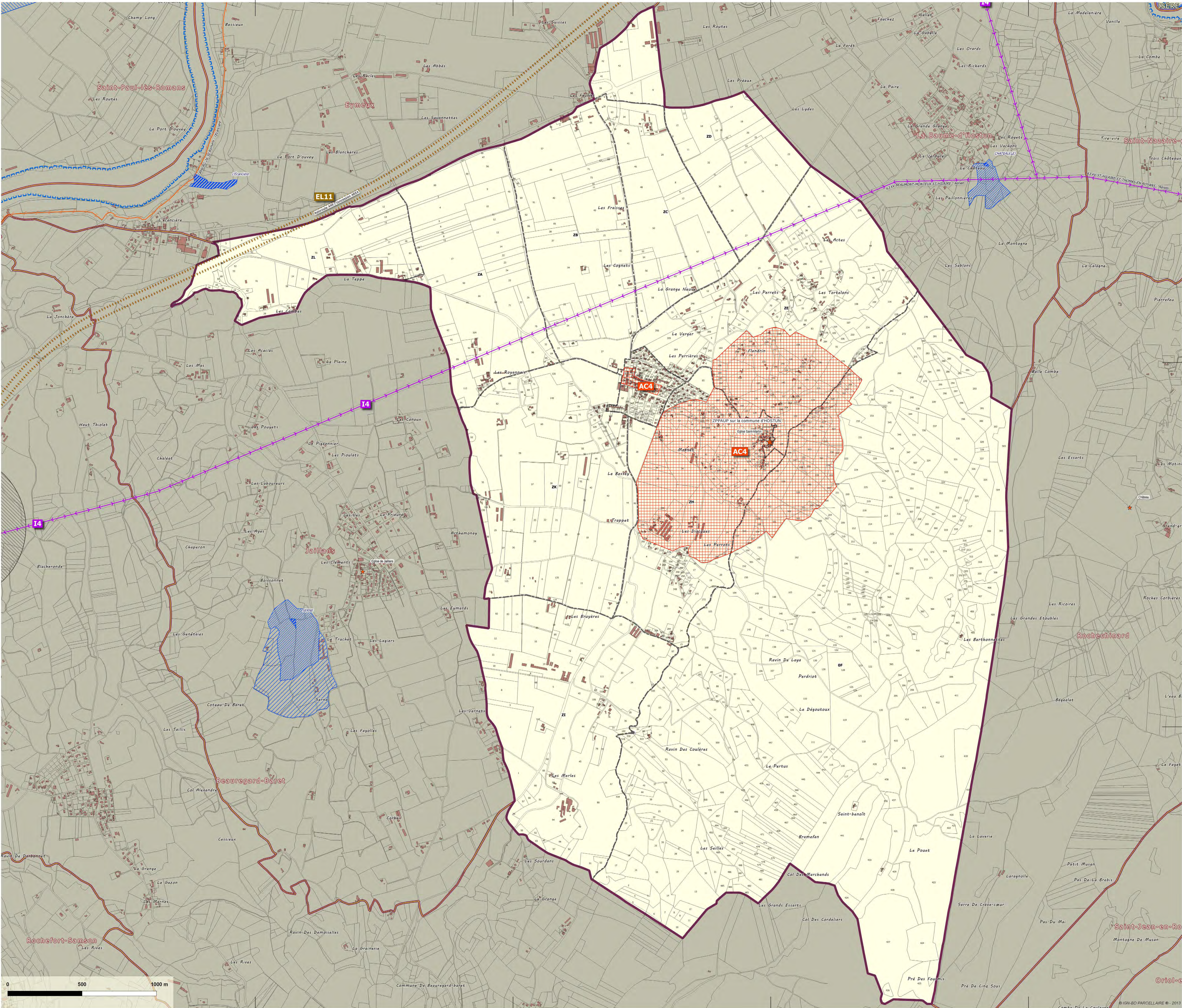
- AC4 : SPR, AUP ou ancienne ZPPAUP
- EL11 : Servitudes relatives aux installations d'accès garantissant les propriétés foncières des routes express et des liaisons d'agglomération
- AC1 : Monument historique
- I4 : Servitudes relatives à l'implantation des canalisations électriques

Limites administratives

- section cadastrale
- limite communale

Hostun
Liste des servitudes d'utilité publique

Type	Gestionnaire	Description	Acte	N°	Date	Objet
AC1	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	Eglise Saint-Martin - En trémie l'ongle Saint-Martin	Arrêté ministériel	Inconnu	06-06-1978	Création
AC4	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	ZPPAUP sur la commune d'HOSTUN	Arrêté Préfet de Région	04-344	09-09-2004	Création
EL11	Direction Interdépartementale des Routes Centre-est	Interdiction d'accès sur l'autoroute A49	Décret	EQU0010144HD	21-10-1991	Création
I4	RTE - Centre Développement Ingénierie	SEVY BEAUMONT-MONTEUX-ST-HILAIRE - Adm	Mise en service	Inconnu		Création



« Le nombre total de ces représentants est fixé ainsi qu'il suit :

« Trois représentants et trois suppléants pour chacun des bassins Adour-Garonne, Artois-Picardie, Rhin-Meuse ;

« Quatre représentants et quatre suppléants pour chacun des bassins Loire-Bretagne et Rhône-Méditerranée-Corse ;

« Cinq représentants et cinq suppléants pour le bassin Seine-Normandie, dont au moins un représentant de la région Ile-de-France et un conseiller municipal de Paris si la composition du comité de bassin le permet ;

« La représentation de l'Etat est assurée dans les conditions suivantes :

« Un représentant et un suppléant de chacun des ministres chargés de l'environnement, de l'équipement, des voies navigables, de l'économie et des finances, de la défense, de la mer, du tourisme, du Plan, de l'aménagement du territoire ;

« Deux représentants et deux suppléants de chacun des ministres chargés de l'intérieur, de l'industrie, de l'agriculture et de la santé ;

« Le préfet de la région Ile-de-France et un suppléant de celui-ci. »

Art. 3. - L'article 8 du décret du 3 septembre 1965 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. - Le comité est saisi par le ministre chargé de l'environnement, des affaires sur lesquelles son avis est obligatoirement requis en vertu des dispositions de l'article 15 (1^o à 4^o) de la loi du 16 septembre 1964. »

Art. 4. - Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales, et le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1988.

JACQUES CHIRAC

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'équipement, du logement,
de l'aménagement du territoire et des transports,*
PIERRE MÉHAIGNERIE

Le ministre de l'intérieur,
CHARLES PASQUA

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,
chargé des collectivités locales,*
YVES GALLAND

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement,
du logement, de l'aménagement du territoire
et des transports, chargé de l'environnement,*
ALAIN CARIGNON

Décret du 6 mai 1988 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de l'autoroute A 49 Voreppe (A 48)-Bourg-de-Péage (R.N. 532) et mettant en compatibilité les plans d'occupation des sols des communes de Moirans, Saint-Quentin-sur-Isère, Tullins, Vinay, Saint-Sauveur, Saint-Marcellin, Chatte, Saint-Bonnet-de-Chavagne et Saint-Lattier dans le département de l'Isère, de Bourg-de-Péage et d'Hostun dans le département de la Drôme

NOR : EQU8800454D

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment son article R. 15-1 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article L. 123-8 ;

Vu la loi n° 55-435 du 18 avril 1955 modifiée portant statut des autoroutes, ensemble le décret n° 56-1425 du 27 décembre 1956 modifié pris pour son application ;

Vu la loi n° 62-933 du 8 août 1962 modifiée complémentaire à la loi d'orientation agricole, notamment son article 10, modifié par la loi d'orientation agricole n° 80-502 du 4 juillet 1980, ensemble les règlements pris pour son application ;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature, notamment son article 2, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application ;

Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, ensemble le décret n° 84-617 du 17 juillet 1984 pris pour l'application de l'article 14 de cette loi ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, ensemble le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application ;

Vu l'article 73 de la loi d'orientation agricole n° 80-502 du 4 juillet 1980 ;

Vu les plans d'occupation des sols approuvés des communes de Voreppe, Moirans, Saint-Quentin-sur-Isère, Tullins, Vinay, Saint-Sauveur, Saint-Marcellin, Chatte, Saint-Bonnet-de-Chavagne et Saint-Lattier dans le département de l'Isère, des communes d'Hostun et de Bourg-de-Péage dans le département de la Drôme ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Grenoble du 25 novembre 1986 nommant les membres de la commission d'enquête ;

Vu l'arrêté des préfets des départements de l'Isère et de la Drôme en date du 31 décembre 1986 prescrivant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique portant sur le projet de construction de la section autoroutière Voreppe (A 48)-Bourg-de-Péage (R.N. 532) de la liaison Grenoble-Valence et la mise en compatibilité corrélatrice des plans d'occupation des sols des communes précitées ;

Vu le dossier de l'enquête publique ouverte sur le projet, notamment l'avis de la commission d'enquête en date du 30 avril 1987 ;

Vu les procès-verbaux des réunions tenues en application de l'article L. 123-8 du code de l'urbanisme et portant sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes précitées ;

Vu les délibérations des conseils municipaux desdites communes dans le cadre de cette procédure ;

Vu le procès-verbal de clôture de la conférence mixte à l'échelon central en date du 23 mars 1988 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de construction de l'autoroute A 49 Voreppe (A 48)-Bourg-de-Péage (R.N. 532), conformément au plan au 1/50 000 annexé au présent décret (1).

Art. 2. - Les expropriations éventuellement nécessaires à l'exécution des travaux devront être réalisées dans un délai de sept ans à compter de la publication du présent décret.

Art. 3. - Le présent décret emporte mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes ci-après conformément aux documents suivants annexés au présent décret :

a) Département de l'Isère

Communes de Moirans, Saint-Quentin-sur-Isère, Tullins, Saint-Sauveur, Saint-Marcellin, Chatte, Saint-Bonnet-de-Chavagne et Saint-Lattier :

Notice explicative ;

Plan de zonage au 1/5 000 ;

Règlement.

Commune de Vinay :

Notice explicative ;

Deux plans de zonage respectivement au 1/5 000 et au 1/2 500.

b) Département de la Drôme

Commune de Bourg-de-Péage :

Notice explicative ;

Plan de zonage au 1/5 000 ;

Liste des emplacements réservés ;

Règlement.

Commune d'Hostun :

Notice explicative ;

Plan de zonage au 1/5 000 ;

Liste des emplacements réservés.

En conséquence, en application de l'article R. 123-36 du code de l'urbanisme, un arrêté pris par les maires concernés constatera qu'il a été procédé à la mise à jour desdits plans d'occupation des sols.

Art. 4. – Le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1988.

JACQUES CHIRAC

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'équipement, du logement,
de l'aménagement du territoire et des transports,*
PIERRE MÉHAIGNERIE

(1) Ce document peut être consulté à la direction départementale de l'équipement de l'Isère, 9, quai Créqui, 45 X, 38040 GRENOBLE CEDEX, et à la direction départementale de l'équipement de la Drôme, 4, place Laennec, B.P. 1013, 26015 VALENCE CEDEX.

Arrêté du 11 avril 1988 modifiant l'arrêté du 25 novembre 1986 relatif à une société anonyme d'habitations à loyer modéré

NOR : EQU8800373A

Par arrêté du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports en date du 11 avril 1988, l'arrêté du 25 novembre 1986 relatif à une société anonyme d'habitations à loyer modéré est modifié ainsi qu'il suit :

« L'excédent d'actif mobilier résultant de cette liquidation et le patrimoine immobilier de la société dissoute seront attribués aux actionnaires, à la fédération nationale des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré, à la société anonyme d'habitations à loyer modéré départementale de Seine-et-Marne et à la société coopérative d'habitations à loyer modéré "Pro-Construire". »

Arrêtés du 5 mai 1988 autorisant au titre de l'année 1988 l'ouverture d'un concours sur épreuves professionnelles pour le recrutement de chefs de section principaux des services extérieurs (femmes et hommes) et fixant la date des épreuves

NOR : EQUI8800405A

Par arrêté du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, en date du 5 mai 1988, est autorisée au titre de l'année 1988 l'ouverture d'un concours sur épreuves professionnelles pour le recrutement de chefs de section principaux des services extérieurs (femmes et hommes).

Le nombre total des places offertes au concours fera l'objet d'un arrêté interministériel qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La date limite de retrait des dossiers d'inscription est fixée au 24 juin 1988, terme de rigueur.

La date limite de dépôt des dossiers d'inscription est fixée au 1^{er} juillet 1988, terme de rigueur.

La date des épreuves, la composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'un arrêté du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Par arrêté du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports en date du 5 mai 1988, la date des épreuves écrites du concours sur épreuves professionnelles pour le recrutement de chefs de section principaux des services extérieurs ouvert par l'arrêté du 5 mai 1988 est fixée au mardi 27 septembre 1988.

Arrêtés du 5 mai 1988 autorisant au titre de l'année 1988 l'ouverture de deux concours pour le recrutement de secrétaires administratifs des services extérieurs (femmes et hommes) et fixant la date des épreuves

NOR : EQUI8800403A

Par arrêté du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, en date du 5 mai 1988, indépendamment des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux travailleurs handicapés, est autorisée au titre de l'année 1988 l'ouverture de deux concours pour le recrutement de secrétaires administratifs des services extérieurs (femmes et hommes).

Le nombre total des places offertes aux concours fera l'objet d'un arrêté interministériel qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La date limite de retrait des dossiers d'inscription est fixée au 10 juin 1988, terme de rigueur.

La date limite de dépôt des dossiers d'inscription est fixée au 17 juin 1988, terme de rigueur.

Les dates des épreuves ainsi que la composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'un arrêté du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Par arrêté du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports en date du 5 mai 1988, la date des épreuves écrites est fixée au 21 septembre 1988.

Nota. – Tous renseignements peuvent être obtenus :

1. Pour les candidats résidant hors Paris :

- par lettre, visite ou téléphone auprès de la direction départementale de l'équipement située au chef-lieu du département de résidence.

2. Pour les candidats résidant à Paris uniquement :

- soit par lettre adressée au ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (bureau des examens et concours, D.P./R.F. 1), 244, boulevard Saint-Germain, 75775 PARIS CEDEX 16.

- soit par téléphone ou visite au bureau des examens et concours (D.P./R.F. 1), 35-37, rue Frémicourt (rez-de-chaussée), 75015 Paris (téléphone : [16-1] 46-47-33-21 ou [16-1] 46-47-33-61).

TRANSPORTS

Décret n° 88-637 du 6 mai 1988 relatif à l'indemnité pour horaire adapté allouée à certains personnels techniques de l'aviation civile

NOR : TRSA8800252D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, et du ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports,

Vu la loi n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne, modifiée par la loi n° 84-1286 du 31 décembre 1984 abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 et n° 71-458 du 17 juin 1971 et relative à la réglementation du droit de grève dans les services de la navigation aérienne ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 87-1014 du 18 décembre 1987 relative au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne ;

Vu le décret n° 64-821 du 6 août 1964 modifié portant statut du corps des officiers contrôleurs de la circulation aérienne ;

Vu le décret n° 88-381 du 20 avril 1988 portant statut particulier du corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne,

Décète :

Art. 1^{er}. – Les officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne et les officiers contrôleurs de la circulation aérienne qui remplissent certaines fonctions dans un centre régional de la navigation aérienne, dans les services de la circulation aérienne des aéroports d'Orly et de Roissy ou au centre d'exploitation des systèmes de navigation aérienne centraux peuvent percevoir une indemnité pour horaire adapté s'ils sont amenés à travailler en dehors des horaires prévus au tableau de service de référence.

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,
LOUIS MERMAZ

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration,
JEAN-LOUIS BIANCO

Arrêté du 12 septembre 1991 abrogeant l'arrêté du 10 février 1981 relatif à la vente de médicaments vétérinaires contenant des substances à action œstrogène

NOR : SANM9101509A

Le ministre de l'agriculture et de la forêt et le ministre délégué à la santé,

Vu le code de la santé publique, et notamment son article R. 5146-53-3 ;

Vu le décret n° 91-913 du 12 septembre 1991 modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique

(2^e partie : Décrets en Conseil d'Etat) et relatif aux substances à action tyrostatique, œstrogène, androgène ou gestagène et aux médicaments vétérinaires contenant certaines de ces substances,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'arrêté du 10 février 1981 relatif à la vente de médicaments vétérinaires contenant des substances à action œstrogène est abrogé.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 septembre 1991.

Le ministre délégué à la santé,
BRUNO DURIEUX

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,
LOUIS MERMAZ

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ESPACE

Décret du 6 mai 1988 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de l'autoroute A 49 et mettant en compatibilité les plans d'occupation des sols de diverses communes (extrait d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat)

NOR : EQUX9110255S

Par décision nos 99772, 99773, 99774 et 99775 du 19 septembre 1990, le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, a annulé le décret du 6 mai 1988 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de l'autoroute A 49 et mettant en compatibilité les plans d'occupation des sols de diverses communes.

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT

Arrêté du 2 septembre 1991 portant modification de l'arrêté du 29 avril 1980 fixant le taux et les conditions d'attribution de la majoration annuelle pour frais de scolarisation prévue au bénéfice des agents de coopération culturelle, scientifique et technique en service dans certains Etats étrangers

NOR : COPB9100078A

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, le ministre de la coopération et du développement et le ministre délégué au budget,

Vu le décret n° 78-571 du 25 avril 1978 fixant le régime de rémunération du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique en service dans certains Etats ;

Vu l'arrêté du 29 avril 1980 modifié fixant le taux et les conditions d'attribution de la majoration annuelle pour frais de scolarisation prévue au bénéfice des agents de coopération culturelle, scientifique et technique en service dans certains Etats,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'annexe de l'arrêté du 29 avril 1980 modifié susvisé est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. - Le présent arrêté prend effet au titre de l'intégralité de l'année scolaire 1990-1991 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 septembre 1991.

Le ministre de la coopération et du développement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'administration générale,
J. NEMO

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration,

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général de l'administration et de la fonction publique :

Le sous-directeur,
D. BARGAS

Le ministre délégué au budget,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
L'administrateur civil,
J. CREYSEL

ANNEXE

MONTANT DES MAJORATIONS POUR FRAIS DE SCOLARISATION

Année scolaire 1990-1991

PAYS, VILLES, ÉTABLISSEMENTS	PRIMAIRE (en francs)	SECONDAIRE	
		1 ^{er} cycle (en francs)	2 ^e cycle (en francs)
<i>Angola</i>			
Luanda :			
Ecole française	7 279	10 744	
<i>Bénin</i>			
Cotonou :			
Ecole Montaigne	4 725	6 300	7 875
<i>Burkina Faso</i>			
Bobo-Dioulasso :			
Ecole André-Malraux	3 375	7 425	
Ouagadougou :			
Ecole Saint-Exupéry	4 050	6 795	10 710
<i>Burundi</i>			
Bujumbura :			
Ecole française	3 960	4 815	5 854